



Groupement de la Sidérurgie

L'Acier Belge en 2009

R A P P O R T A N N U E L



En 2009, la sidérurgie a traversé une année particulièrement difficile ; la crise financière déclenchée aux Etats-Unis en automne 2008 s'est rapidement propagée et a plongé l'économie mondiale dans la plus profonde récession depuis les années trente.

Dans la mesure où trois quarts de la consommation d'acier est destinée aux marchés de la construction, de l'automobile et des biens d'investissement - lesquels ont subi de plein fouet le contrecoup du choc financier et de la contraction consécutive du crédit -, la sidérurgie a davantage été affectée que d'autres segments industriels.

L'impact du revirement brutal de la conjoncture s'est manifesté avec une intensité différente selon les zones. La Chine sous l'impulsion de programmes colossaux de stimulation économique axés sur l'offre et, dans une moindre mesure, l'Inde, ont encore enregistré en 2009 une progression de leur production et de leur consommation interne d'acier. La CEI et le Moyen-Orient n'ont que peu, voire pas, régressé tandis que l'UE27, les Etats-Unis, le Japon et la Corée du Sud ont accusé des reculs substantiels accentués par l'ampleur du mouvement de déstockage tout au long de la chaîne d'utilisation de produits sidérurgiques.

La sidérurgie européenne et tout particulièrement les producteurs belges, grâce à un modèle opérationnel flexible, ont immédiatement réagi à l'effondrement de la demande en réduisant leurs activités de près de 50% s'adaptant ainsi à la réalité nouvelle du marché. L'ajustement rapide au contexte évolutif et l'élasticité accrue des facteurs de coûts sont plus que jamais une condition sine qua non de compétitivité.

Ces derniers mois, le dégonflement des stocks et la légère reprise des besoins des secteurs utilisateurs ont permis une réactivation progressive d'installations. D'autres pourraient suivre pour autant que les conditions économiques le permettent. La fragilité du redressement actuel ne permet toutefois pas d'arrêter, dès à présent, les mesures de soutien prises par les autorités.

Le contexte concurrentiel international incite la sidérurgie belge à poursuivre sans relâche sa politique orientée vers les produits à haut degré de spécialisation. Elle dispose à cet effet de centres R&D/Innovation de renommée internationale. Ceux-ci lui permettent de consolider sa position dans un secteur confronté à des développements substantiels de capacités particulièrement en Asie, lesquels font ressurgir le risque d'excédents mondiaux, sources de distorsions concurrentielles.

D'autres éléments et facteurs ont également fortement influencé les développements récents du secteur, notamment l'ensemble des contraintes environnementales, l'accès aux matières premières (minerai de fer, coques, ferrailles, éléments d'alliage), ainsi que l'évolution de leurs coûts. La mondialisation de l'activité sidérurgique, l'interdépendance des zones économiques illustrent la nécessité de placer tous les sidérurgistes dans des conditions comparables et de veiller à ce qu'ils respectent les règles de la saine concurrence.

Ensemble avec les collègues des autres Etats membres, les sidérurgistes belges ont, au début de cette année, adressé un manifeste à la nouvelle Commission européenne. Ils y soulignent toute l'importance de la sidérurgie européenne pour l'industrie transformatrice et les consommateurs de l'UE. Ils engagent aussi les autorités européennes à établir un cadre favorable au développement durable du secteur de l'acier en Europe, élaboré autour de quatre piliers :



Robrecht Himpe
Président

- Une politique environnementale fondée sur le consensus qui, pour atteindre les objectifs sur le plan de l'amélioration de l'environnement, place tous les principaux pays producteurs sur un pied d'égalité. Les économies émergentes représentent à elles seules près de deux tiers des émissions globales de CO₂ imputables à la production d'acier ; la participation à part entière de leurs sidérurgies à un accord international sur le changement climatique est essentielle. Etant reconnue en décembre 2009 comme activité industrielle exposée à la fuite de carbone, la directive relative aux droits d'émission doit, dans l'attente d'un tel accord, poursuivre l'allocation gratuite aux sidérurgistes européens de tous les droits CO₂ sur base de référentiels réalistes. La sidérurgie belge est déjà l'une des plus propres du monde pour avoir réduit environ de moitié les émissions de CO₂ par tonne d'acier au cours des trente dernières années.
- L'application vigoureuse des instruments de défense commerciale pour lutter efficacement contre la montée de réflexes protectionnistes, pour préserver l'ouverture des marchés de même que l'accès aux matières premières. L'UE est la zone la plus ouverte aux échanges. Son dispositif de lutte contre les comportements contraires est tout à fait conforme aux dispositions de l'OMC. Il doit veiller au maintien intégral d'une concurrence saine, remédier aux distorsions et dissuader ceux qui voudraient y recourir. L'UE doit également intervenir énergiquement contre les concentrations excessives projetées par certains producteurs de minerai de fer. Sans la moindre justification, ils procèdent actuellement à des augmentations totalement démesurées de leurs prix.
- Une aide accrue à la R&D pour accélérer la concrétisation des ruptures technologiques permettant à terme l'usage d'un autre agent que le carbone pour la réduction du minerai de fer et progresser entretemps dans la mise au point de techniques de captage et de séquestration du carbone. R&D process et produit est un facteur clé de la stratégie d'innovation indispensable au maintien de la compétitivité de l'industrie sidérurgique belge et européenne. Le développement et la commercialisation de produits présentant de nouvelles fonctionnalités renforçant les propriétés environnementales de l'acier offrent des solutions concrètes aux industries utilisatrices.
- La simplification et la stabilisation réglementaires apportent une importante contribution à l'amélioration de la sécurité juridique pour les entreprises notamment sidérurgiques. Des études d'impact préalables, l'autorégulation et l'homogénéisation/rationalisation du corpus réglementaire européen et belge répondent à cette préoccupation. Une meilleure définition des priorités, la prise en compte des efforts fournis et techniquement réalisables ainsi qu'un étalement dans le temps des mesures en tenant compte du contexte général facilitent la réalisation des objectifs poursuivis.

En vue de renforcer sa présence sur la scène belge et de mieux faire entendre la voix de l'industrie, le Groupement a signé en septembre dernier un protocole de coopération renforcée avec les fédérations du verre (FIV) et de la transformation papier/carton (FETRA).

La plateforme devenue opérationnelle en janvier de cette année s'intitule "inDUfed - Sustainable Goods" reflétant ainsi les particularités des entreprises des trois secteurs, à savoir la production de biens durables et recyclables.



Relations sociales



Un dialogue social actif

Dans le prolongement des négociations interprofessionnelles, les partenaires sociaux du secteur de la sidérurgie ont conclu, au printemps 2009, un nouvel accord sectoriel pour la période 2009-2010.

Cet accord-cadre fixe des axes directeurs, formule des recommandations, reconduit, voire instaure, des groupes de travail paritaires et participe ainsi à la consolidation d'une culture sociale sectorielle sans - pour autant - porter atteinte aux usages de dialogue social et de négociation au niveau des entreprises, pivot de la concertation.

La crise requiert une adaptation rapide des cadences de production aux fluctuations du marché qui, en 2009, furent particulièrement profondes. Elle renforce la nécessité d'un dialogue social ouvert et constructif en vue d'une part, de l'ajustement approprié de l'organisation du travail aux brusques variations du marché et d'autre part, de la préparation aux enjeux de l'avenir en mettant l'accent sur l'importance de la formation continue notamment en raison du contexte international hautement concurrentiel dans lequel évoluent les entreprises sidérurgiques belges.

Le dialogue social actif accorde aussi une priorité absolue à l'amélioration de la santé & sécurité au travail de l'ensemble des travailleurs, en ce compris le personnel des entreprises extérieures.



Santé & Sécurité au travail

La culture de santé & sécurité au travail provient de l'interaction entre les individus, le travail et les facteurs organisationnels. L'analyse minutieuse sur le terrain des risques potentiels et la gestion professionnelle concertée de ceux-ci constituent les fondements d'une politique de prévention performante.

La réduction des risques et la prévention d'accident ou de maladie professionnelle par l'instauration d'une culture de la sécurité à tous les échelons de la hiérarchie impliquant toutes les activités constituent un engagement constant des entreprises sidérurgiques belges.

Les programmes de formation aux bonnes méthodes de travail, le respect inconditionnel des procédures de sécurité mises en place et l'évaluation périodique des résultats accentuent la vigilance.

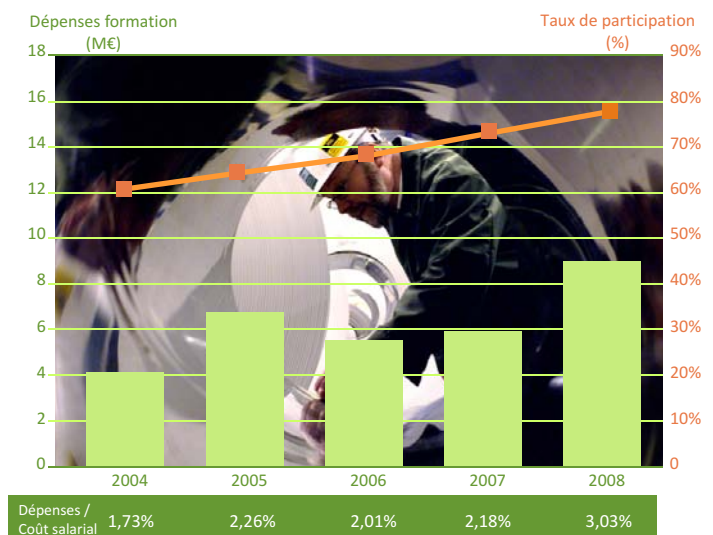
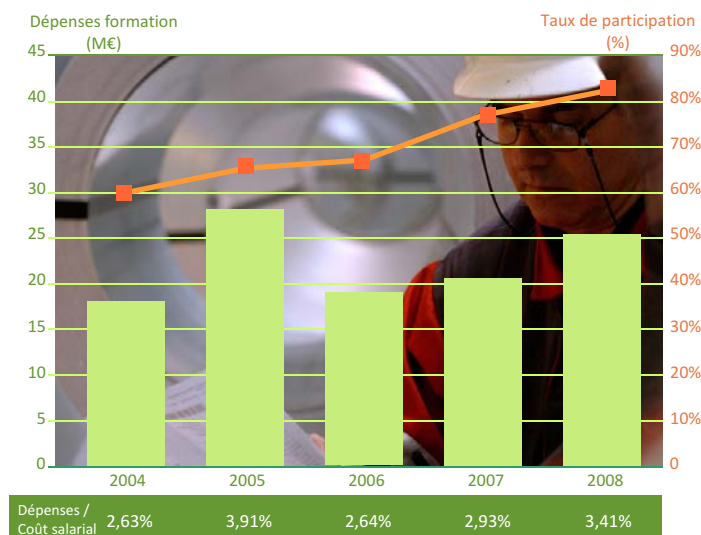


Développement des compétences et formation professionnelle: enjeu économique et social

Le développement des compétences et du savoir-faire ainsi que la formation professionnelle sont indispensables au maintien de la compétitivité des entreprises et des opportunités d'emploi. Une politique active de formation facilite la gestion anticipée du changement, soutient les efforts d'innovation, stimule l'acquisition de savoirs des collaborateurs.

FORMATION (CP104)

FORMATION (CP210)





Production - Consommation



Evolution fort contrastée de la production dans le monde en 2009

La chute de la production mondiale d'acier brute, entamée dès l'automne 2008, s'est encore accentuée au premier semestre 2009 pour se redresser par la suite. Globalement sur l'année, le volume produit s'est inscrit avec 1.224 millions de tonnes en recul de quelque 8%. Cette baisse a été particulièrement marquée dans la plupart des pays de l'OCDE. Confrontés à l'effondrement de la demande, les producteurs ont été contraints d'adapter de manière drastique l'utilisation de leurs capacités. En UE27, 139 millions de tonnes ont été produites, soit près de 60 millions de moins que l'année précédente. Les reculs ont été d'ampleur similaire aux Etats-Unis et au Japon et de moindre amplitude en Russie et au Brésil. La Chine et l'Inde ont, pour leur part, poursuivi leur progression et produisent aujourd'hui à eux deux plus de 51% de l'acier dans le monde.

	Mt	2009/2000	2009/2008	IV09/IV08
UE27	138	-28%	-30%	8%
Etats-Unis	58	-43%	-36%	14%
Japon	88	-18%	-26%	1%
Brésil	27	-5%	-21%	17%
Russie	60	1%	-13%	43%
Corée du Sud	49	13%	-9%	12%
Inde	60	124%	4%	11%
Chine	568	342%	14%	34%
Monde	1224	44%	-8%	32%

Pour faire face à l'effondrement de la demande, quatre des cinq hauts-fourneaux en activité en Belgique ont été temporairement mis à l'arrêt. Depuis lors, un des quatre a déjà redémarré en 2009 et un autre vient de l'être en ce printemps 2010. En conséquence, le volume d'acier brut produit en 2009 s'est élevé à 5,6 millions de tonnes, soit une baisse de 47% sur un an. Plus flexible, la filière électrique a pour sa part enregistré un recul de 28%. La production d'acier inoxydable s'est quant à elle élevée à 1,05 millions de tonnes soit en diminution de 29% par rapport à 2008.



L'impact de la crise économique sur la demande d'acier a été considérable en 2009

En 2009, tant en UE que dans les autres pays de l'OCDE, tous les secteurs utilisateurs d'acier ont été confrontés à la dégradation de leur environnement économique. Les reculs ont été particulièrement sensibles dans les secteurs de l'automobile, de la construction mécanique et métallique et des tubes. Le secteur de la

construction, notamment celui du non-résidentiel, a également été fort chahuté. La consommation d'acier en UE a ainsi baissé de plus de 40% au cours des trois premiers trimestres de l'année et d'environ 35% sur l'ensemble de l'année. La reprise attendue ne se fera que progressivement en partant de niveaux particulièrement dégradés.

A l'échelle mondiale, la consommation apparente d'acier a enregistré un recul de près de 7%. Ce chiffre se décline en une croissance d'environ 18% dans les pays BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) et une diminution de quelque 27% dans les autres, dont -41% aux Etats-Unis et -32% au Japon.



A nouveau exportatrice nette, l'UE27 est restée une zone économique ouverte

Pour la première fois depuis 2005, l'UE27 a à nouveau enregistré en 2009 une balance extérieure sidérurgique positive (8,1 millions de tonnes de produits finis). Cette situation découle principalement de la baisse de 47% des importations suite à l'effondrement de la demande intérieure et du faible niveau des prix. La Chine, premier exportateur vers l'UE ces deux dernières années, s'est retrouvée en 2009 derrière la Russie, la Turquie et l'Ukraine. Malgré les tendances protectionnistes qui ont ressurgi avec la crise, l'UE est restée une zone ouverte sans droits de douanes.





Développement durable



gestion durable des matériaux: recyclabilité de l'acier

Une des spécificités les plus marquantes de l'acier concerne sa recyclabilité récurrente sans perte de ses propriétés chimiques ou physiques. Une fois produit, l'acier entre dans un cycle fermé de matériau: incorporé dans un bien de consommation ou d'investissement, il est ensuite recyclé en fin de vie. Cette propriété permet d'économiser des matières premières et de l'énergie et de limiter les émissions de CO₂.

Cette durabilité prévaut également au niveau des sous-produits. Ainsi les propriétés des laitiers et scories, émergeant inévitablement à divers endroits du processus sidérurgique, sont intégrées dès le départ en fonction de leurs diverses applications, par exemple pour la production du ciment, en tant que matériau de construction ou comme fertilisateur.



Changements climatiques: assurer le level playing field

L'absence de résultat à la conférence de Copenhague en décembre 2009, très largement dominée par les Etats-Unis et la Chine, témoigne de l'importance des obstacles qui subsistent pour aboutir à un accord international en matière de lutte contre les changements climatiques. En perspective de la prochaine échéance à Cancun en décembre 2010 - sous la présidence belge de l'UE -, l'Europe doit retrouver sa crédibilité et revoir sa politique dans le sens d'une approche pragmatique, partagée par tous les Etats membres de l'UE.

Un accord au niveau mondial doit impérativement imposer à tous les Etats et régions du monde la réalisation de contraintes équivalentes, et impliquer une masse critique pour chacune des activités industrielles concernées.

Entre-temps, les secteurs industriels soumis à concurrence globale, comme la sidérurgie, doivent être adéquatement protégés contre le risque de délocalisation en raison du surcoût inhérent à la réalisation des contraintes imposées par l'UE. A cet effet, la directive qui gère le système d'échange de droits d'émissions CO₂ post 2012 prévoit pour les secteurs exposés une allocation gratuite de droits d'émission basée sur des benchmarks réalistes. Plus spécifiquement, la sidérurgie doit obtenir suffisamment de droits pour les gaz de process, lesquels représentent jusqu'à 80% de ses émissions, sans quoi une valorisation optimale, par exemple via la production d'électricité, s'avère impossible.



Les émissions industrielles: objectifs ambitieux et réalistes

Les discussions en cours pour l'élaboration d'une nouvelle directive sur les émissions industrielles doivent aboutir à une approche qui, comme dans le régime actuel, intègre une flexibilité en fonction des conditions ambiantes d'implantation des installations et de leurs propriétés techniques. La sidérurgie s'oppose dès lors à tout système qui rendrait impossible la prise en compte des situations individuelles, telles que l'instauration d'un niveau de performance minimal à respecter partout en UE sans possibilité de différenciation.

Le secteur, comme la plupart des autres industries, s'oppose à la mise en place d'un système d'échange de droits d'émission pour les oxydes d'azote (NOx) et les dioxydes de soufre (SO₂) qui concernent un problème local, concentré sur certaines régions d'Europe.



Energie: sécurité d'approvisionnement

L'optimisation de la consommation d'énergie nécessite un approvisionnement énergétique stable à des conditions compétitives. Ainsi, il est indispensable de limiter l'ensemble des surcoûts, taxes et prélèvements qui grèvent le prix de l'électricité et de les maintenir à un niveau comparable à celui des pays limitrophes.

Un des surcoûts les plus importants concerne les obligations en matière d'énergies vertes fixées dans le cadre des systèmes de certification mis en place par les Régions. L'approche doit être établie sur base de la faisabilité technique et économique des moyens alternatifs pour la production d'électricité, à savoir les éoliens, le photovoltaïque et la biomasse.

Un encadrement plus efficace pour les énergies renouvelables et la confirmation de l'importance du nucléaire, dont le gouvernement vient de prolonger la durée de vie des premières centrales, sont des conditions indispensables pour assurer une meilleure sécurité d'approvisionnement.



Promotion - Information Acier



www.infosteel.be

Les activités d'Infosteel se focalisent sur la valorisation des avantages de l'acier en tant que matériau indispensable aux performances environnementales des bâtiments et à la qualité du cadre de vie. Cette mission de promotion se concrétise par l'organisation d'activités professionnelles et la diffusion d'informations techniques pour divers publics cibles.

La Journée Construction Acier 2009 est l'évènement biennal majeur du secteur au Grand-Duché de Luxembourg, largement relayé par les médias. La manifestation présente des conférences axées sur les enjeux de la construction en acier dans le cadre de la durabilité et de l'efficacité énergétique. Elle est rehaussée par la remise des trophées du Concours Construction Acier.

Le futur de la construction en acier se prépare dans nos universités et hautes écoles. Dans ce cadre, Infosteel a organisé la Journée Professeurs 09 sur le thème du cours de construction métallique et de la Déclaration de Bologne. Le Prix ACIER Etudiants 2008-2009 a également

récompensé l'application innovante de l'acier dans des projets d'étudiants des sections architecture et ingénierie.

Infosteel, acteur du réseau européen de promotion de l'acier, multiplie ses activités transfrontières en collaboration avec les autres Centres d'Information et de Promotion de l'Acier (IPOs). En tant que membre fondateur du réseau européen de promotion de l'acier ISN-Ipo Steel Network, Infosteel a rassemblé les acteurs européens du secteur pour élaborer un plan de communication concernant la durabilité de l'acier et assurer un suivi plus efficace des normes européennes.



Centre de Recherches Métallurgiques



www.crm-eur.com

- Le CRM est un centre belge de recherche collective pour la sidérurgie et l'industrie des métaux non ferreux, avec des activités de par le monde; il est certifié ISO 9001.
- Les missions principales du CRM consistent à assurer une passerelle entre la science et le marché, ainsi que sur la transposition d'inventions en produits & la création de valeur.
- Pour mener cette mission à bonne fin, le CRM est subdivisé en 4 départements avec 13 activités clé :
 - le département Production durable & process en amont (Fig. 1 & 2)
 - le département Techniques de surface
 - le département Développement de produits (Fig.3)
 - le département Matériaux avancés, Solutions & Détecteurs

Ces départements axés vers des projets sont soutenus par deux équipes transversales:

- "Science du métal" pour les caractéristiques chimiques, métallurgiques et de surface
- "Techniques opérationnelles" chargée du design, des dimensions, de la construction, de l'automat

tisation et de l'implémentation de solutions techniques avancées sur des lignes-pilote du CRM et dans les usines sidérurgiques.

- Les recherches du CRM sont financées par des contributions des membres actifs (ARCELORMITTAL et CORUS TATA) et des membres associés, ainsi que par des subsides des pouvoirs publics (Régions belges et Communauté européenne).



Fig 1 Récepteur Supermagnag (ArcelorMittal Gent): Mesurage on-line de la qualité de frittage



Fig 2 Four du creuset rotant: Campagne-pilote sur les briquettes autoréducteurs fabriqués au départ de résidus d'installations de shredder (CRM Liège)



Fig 3 Laminoin à chaud continu d'essai à 2 cages (CRM Gent)

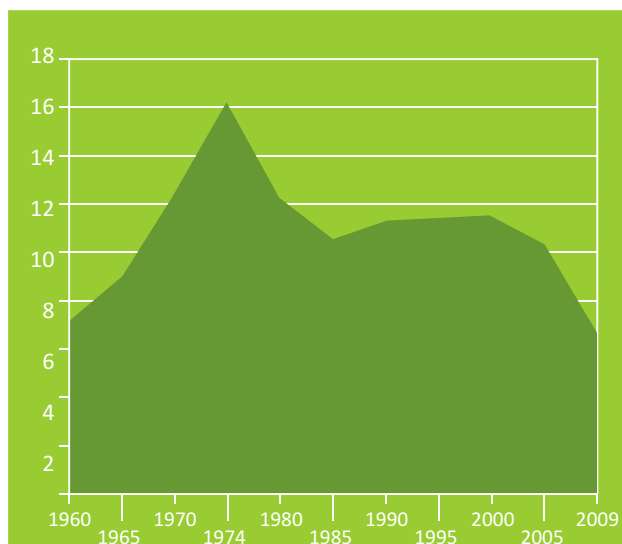


L'Acier Belge en Chiffres

Production de fonte et d'acier brut (en kt)

	Fonte	Acier brut		Total
		Convertisseur	Electrique	
2001	7732	8086	2655	10741
2002	7988	8417	2905	11322
2003	7813	8309	2805	11114
2004	8224	8812	2885	11697
2005	7254	7776	2644	10420
2006	7516	8172	3458	11631
2007	6577	7147	3545	10692
2008	6977	7407	3265	10673
2009	3087	3288	2347	5635

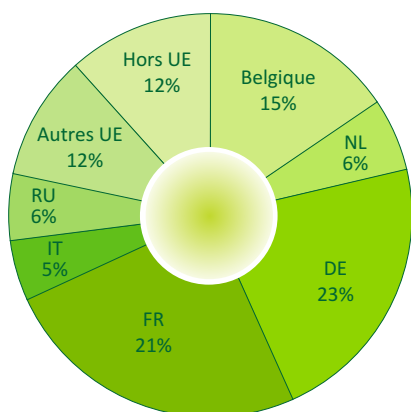
Production d'acier brut (en Mt)



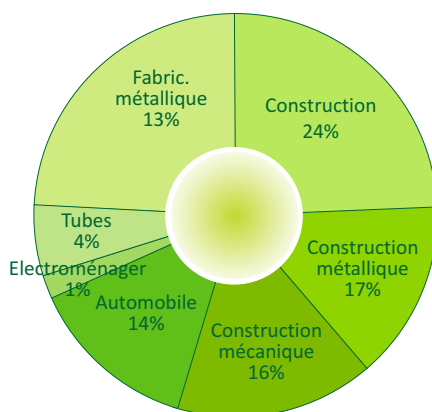
Livraisons de produits sidérurgiques (en kt)

	Total	Coils	Tôles fortes	Tôles à froid	Tôles revêtues	Fil machine	dont Inox
2002	11300	4210	730	1447	3684	825	629
2003	10544	3881	725	1463	3302	780	811
2004	11928	4287	816	1755	3928	709	982
2005	10801	3859	765	1560	3371	587	946
2006	12532	4462	791	1764	3916	772	836
2007	11972	4104	760	1603	3881	900	703
2008	11884	4378	741	1580	3526	878	659
2009	7412	2259	428	1103	2631	728	467

Livraisons par destination



Livraisons par secteur



Autres chiffres clés
du secteur en 2009

Emploi au 31/12/2009
14472 personnes

Chiffre d'affaires (e)
5300 M€

Valeur Ajoutée (e)
1000 M€

Exportations (e)
4500 M€



Boulevard de la Plaine 5 - 1050 Bruxelles • Tél.: +32 (0) 2 509 14 11 • Fax +32 (0) 2 509 14 00
 • www.steelbel.be • E-mail: gsv@steelbel.be

GSV est l'organisation professionnelle de la sidérurgie belge.

au 01.01.2010

PRESIDENT	Robrecht HIMPE	Executive Vice President, Chief Executive Officer Flat Carbon Europe, ArcelorMittal SA
VICE-PRESIDENTS	João FELIX DA SILVA	Chief Executive Officer, ArcelorMittal Liège
	Jos STEEGMANS	Administrateur délégué, ArcelorMittal Stainless Belgium
ADMINISTRATEURS	Luc BONTE	Vice President, Head of Operational Excellence, ArcelorMittal SA
	Francesco CHINDEMI	Administrateur délégué-Directeur Général, Carsid SA
	Antonio GOZZI	President and Chief Executive Officer, Duferco Belgium SA
	André LECLERCQ	Vice President, Corporate Human Resources - Compensation, Benefits & International Mobility, ArcelorMittal SA
	Alex NICK	Président Directeur Général, Industeel Belgium SA / Groupe ArcelorMittal
	Angelo RIVA	Administrateur délégué, Thy-Marcinelle SA / Groupe Riva
	Marc VEREECKE	Chief Executive Officer, ArcelorMittal Gent

Entreprises membres au 01.01.2010

sa Thy-Marcinelle
www.rivagroup.com

ArcelorMittal

ArcelorMittal Gent nv
www.arcelormittal.com/gent

sa ArcelorMittal Liège Upstream
www.arcelormittal.com/liege

sa ArcelorMittal Liège
www.arcelormittal.com/liege

sa Arceo

ArcelorMittal Genk - Stainless Europe nv
www.arcelormittal.com/stainlesseurope

sa ArcelorMittal Châtelet - Stainless Europe
www.arcelormittal.com/stainlesseurope

sa Industeel Belgium
www.industeel.info

Gruppo BELTRAME

sa Laminioirs du Ruau
www.beltrame.it

GEORGSMARIENHÜTTE
Untereisenwerkgruppe

ESB sprl Engineering Steel Belgium
www.esb.be

CORUS TATA STEEL GROUP

sa Segal
www.corusgroup.com

sa Duferco Clabecq
www.dufercobelgium.com

sa Duferco La Louvière
www.dufercobelgium.com

sa Carsid
www.dufercobelgium.com

Direction GSV

Directeur Général Robert JOOS

Directeur Luc BRAET

Editeur responsable: Robert JOOS